

Quelques agneaux, beaucoup de loups

Qui n'a pas été révolté par la désignation, dans certains journaux français, des Arméniens de l'Artsakh comme de simples "séparatistes" ? Qui n'a pas bondi de sa chaise en lisant que "Shusha" avait été prise ? Tigrane Yégavian, une voix qui compte dans la Diaspora, a réalisé en janvier 2021 un rapport précieux et attendu : *Diaspora turque et azerbaïdjanaise de France : instruments au service du panturquisme*, sur l'importance et le rôle des diasporas turque et azerbaïdjanaise en France. Un rapport publié par le Centre français de recherche sur le renseignement.

■ PAR MATTHIEU BAGHDOYAN



L'auteur du rapport, Tigrane Yégavian

France Arménie : Comment avez-vous eu l'idée de ce rapport ?

Tigrane Yégavian : Eric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), suit de près l'évolution de la situation en Méditerranée orientale et a été tout particulièrement attentif au déroulement du conflit de l'Artsakh. Il s'est révélé l'un des rares experts français à avoir fait preuve de pédagogie et ses éditoriaux sur le sujet ont été très éclairants. Sensible à l'expansionnisme turc au plan géostratégique mais aussi sur le territoire national via les réseaux transnationaux, il m'a chargé de rédiger un rapport qui puisse mettre en parallèle

la stratégie des officines d'Ankara mais aussi de quelle manière les relais d'influence du régime de Bakou pouvaient bénéficier en France d'une certaine assise.

Pouvez-vous présenter les activités du CF2R ?

Nous sommes un *think tank* indépendant, fondé en 2000, qui est spécialisé sur l'étude du renseignement et de la sécurité internationale. Parmi ses objectifs figurent le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale, l'expertise au profit des décideurs, des administrations, des parlementaires, des médias, et enfin, la « vulgarisation » du renseignement sous toutes ses facettes en faisant de la pédagogie auprès du grand public. Le CF2R est organisé en 3 pôles spécialisés : histoire du renseignement, en charge de l'étude des activités de renseignement à travers l'histoire, l'observatoire du renseignement qui analyse le fonctionnement du renseignement moderne et la sécurité internationale qui a pour objet l'analyse des grands enjeux de sécurité internationale (terrorisme, conflits, crises régionales, extrémismes, cyber menaces, criminalité internationale, etc.).

Quelle est la réalité numérique et sociologique de la diaspora turque et azerbaïdjanaise en France ?

En l'absence de statistiques fiables, on ne peut se contenter que d'estimations approximatives. Le sociologue Samim Akgönlü qui dirige la chaire de turcologie à l'Université de Strasbourg, parle de 500 000 originaires de Turquie, définition lâche qui englobe à la fois les Turcs sunnites établis en France dans le cadre de l'immigration de travail depuis les années 1960, les Alévis, les Kurdes, mais aussi les Arméniens et les Assyro-Chaldéens. D'autres sources évaluent à 700 000 le nombre de



Les Loups gris dissout en France en novembre 2020

Franco-Turcs. En cela, la communauté turque de France est loin d'être un bloc homogène, même si des structures comme le Diyanet et le Milli Görüs qui contrôlent la pratique du culte musulman, tendent à façonner cette communauté à l'image de la Turquie d'Erdogan. De leur côté, les statistiques officielles azerbaïdjanaises tablent sur une présence de 70 000 Azéris sur le sol français, chiffre difficilement vérifiable mais qui ne cache pas en filigrane une volonté d'affirmer une présence numériquement importante dans un pays qui compte aux yeux de Bakou. Ce qui caractérise ces communautés transnationales est leur profonde hétérogénéité. Je dis dans mon rapport que les officines d'Ankara ont échoué à créer par le passé une sorte d'équivalent du CCAF qui puisse coordonner et rassembler le tissu associatif dans sa pluralité. Par contre, le récent maillage de leur tissu associatif, culturel, cultuel et politique, est révélateur d'un communautarisme décomplexé et d'une violation flagrante de la souveraineté française. La mainmise sur les structures communautaires par l'Etat turc et ses relais est relativement récente. Elle obéit à un agenda expansionniste qui entend faire de cette diaspora un levier de puissance, un instrument au service des intérêts du régime de l'AKP.

Il est intéressant d'observer la dialectique entre Français d'origine arménienne en voie d'assimilation d'une part, et Turcs de France dont l'allégeance première va à la Turquie d'Erdogan. Le pouvoir d'Ankara est en train d'importer en France une forme d'islamo-fascisme dont les premières victimes sont les citoyens originaires de Turquie qui ne cochent pas les bonnes cases, (Alévis, Kurdes, Assyro-Chaldéens...).

Comment et pour quelles raisons servent-elles, par leur présence en France, le panturquisme ?

Le panturquisme tout comme le panislamisme est un levier qui répond à la fois à des objectifs géostratégiques et à des motivations de politique intérieure. Pour Erdogan, il n'est pas vain de canaliser des soutiens en Europe occidentale tenant compte que les ressortissants turcs de l'extérieur ont le droit de vote et peuvent être un réservoir de voix crucial lorsqu'un scrutin s'annonce serré. Cela a été notamment le cas lors du référendum pour le changement de constitution en 2017, dans une moindre mesure lors des élections présidentielles. De manière générale, le panturquisme tel qu'il est exporté en France, s'inscrit dans la synthèse turco-islamiste mise en pratique en Turquie depuis le coup d'Etat de 1980 avec, à la clé, une ferme volonté de refuser l'assimilation, que Recep Tayyip Erdogan avait comparé à un "crime contre l'humanité". Il n'est pas surprenant, dès lors, de constater que ce qui frappe une frange importante de la communauté franco-turque est l'endogamie et le communautarisme.

Dans quelle mesure ces communautés constituent une menace pour l'intégrité territoriale et la souveraineté française ?

S'il y a de bonnes raisons de craindre une menace pour notre intégrité et notre souveraineté, ce n'est pas tant du fait des agissements des Loups gris contre nos compatriotes d'origine arménienne, les Kurdes et les opposants au régime d'Erdogan, que l'institutionnalisation d'une forme de communautarisme assumé sous couvert de lutte contre l'islamophobie et toutes les formes d'exclusion. Un parti comme le PEJ (Parti égalité et justice), en réalité un faux nez de l'AKP en France, déverse sur notre territoire les éléments de langage du régime d'Erdogan en toute impunité. Non contents de servir de garde-fous d'Ankara, ces relais d'influence bien établis à Strasbourg auprès des instances européennes, ne font pas mystère de leur proximité avec les réseaux proches des Frères musulmans. Ce faisant, on peut parler d'une alliance objective turco-qatarie qui sape les valeurs de notre pacte républicain en investissant des populations vulnérables dans nos banlieues.

Que pouvez-vous dire au sujet de la diaspora azerbaïdjanaise en France et de son activisme pendant la dernière guerre ?

La diplomatie du caviar avait été quelque peu enrrouillée après les législatives de 2018. Les députés et sénateurs « obligés » de Bakou ayant quitté l'hémicycle, les communicants salariés de l'Azerbaïdjan avaient dû recruter des « seconds couteaux » à l'allégeance toute relative, ce qui aurait pu compliquer le travail de l'ambassade qui avait, de surcroît, intenté un procès auprès d'un cabinet de conseil, mécontent de ses prestations. En règle générale, les Azéris ont perdu la bataille de l'image (mercenaires djihadistes, implication turque, pakistanaise, un autocrate certes anglophone et occidentalisé mais qui ressemble étrangement au personnage de Borat, etc.). Par contre, ils ont marqué des points décisifs en s'invitant au débat sur la question du Karabagh forts de leur argumentaire sur le droit international (respect intégrité territoriale), de leur présence dans les médias russes francophones, et de la stratégie d'inversion accusatoire qui a permis de relativiser l'ampleur des crimes de guerre commis par les forces turco-azéries. De leur côté, les Arméniens de France ont manqué de concertation dans la réponse médiatique à accorder à la propagande adverse et surtout ont manqué de vision. En cela, si l'Arménie accuse une guerre de retard, la Diaspora, elle, n'a rien anticipé du tout et doit impérativement rénover son logiciel de fond en comble si elle veut continuer à exister politiquement. ■

**SANDWICHERIE
DE
CHATILLON**

SANDWICH GREC - GRILLADES
Ouvert du mardi au samedi de 11h à 16h00
1 rue Paul Bert
92320 CHATILLON
Tél : 01 46 57 13 26